

Monsieur le Président,

J'écris aujourd'hui à l'homme qui a su avoir un discours de paix et chercher des solutions, et qui reçoit pour toute réponse des invectives et des actes de haine. À l'homme qui, injustement, a reçu publiquement des insultes de la part du président turc Erdogan. J'écris à celui qui a commencé à rappeler ce dernier à l'ordre, concernant le conflit du Haut-Karabagh. J'écris à l'homme qui se retrouve tenaillé au milieu des fanatismes religieux alors qu'il prône tout le contraire.

Nous sommes à présent comme le Hamlet de Valéry devant une Europe en proie à une crise des valeurs. Valéry l'écrivait il y a exactement cent ans. Les événements des derniers jours nous mettent devant la même urgence.

Comme mes compatriotes d'origine arménienne, j'aime la France et l'ai toujours aimée. Depuis le berceau je récite les vers de ses grands poètes, qui ont été mes modèles et restent parmi les grands représentants de l'esprit universel. C'est avec amour que je parcours chaque année des siècles de littérature française avec mes élèves, pour réfléchir ensemble sur les valeurs qui fondent la vie sur terre. Plus précisément et récemment, c'est toujours animé du même enthousiasme que j'ai fait cours sur Montaigne et Rousseau, et que je me prépare à aborder Apollinaire à la rentrée. Et aujourd'hui, mus de la même circulation universelle, en compagnie Apollinaire, nous souhaiterions vous dire, avec les Arméniens, comme le « Voyageur » désemparé devant l'Euripe et ses flots imprévisibles : « Ouvrez-moi cette porte où je frappe en pleurant ».

Monsieur le Président, entendez les pleurs de ces enfants, de ces femmes, de ces vieillards, femmes et hommes arméniens du Haut-Karabagh déchiquetés par des bombes à sous-munitions lancées par l'Azerbaïdjan, malgré l'interdiction formelle qui en est faite par les instances internationales. Les pleurs de ces populations innocentes et pacifiques, écrasées par des tirs d'artillerie et des drones de fabrication israélienne et turque. Entendez les pleurs de ces résistants qui ne sont qu'une poignée d'hommes pleins d'amour de leur terre, qui n'ont agressé personne, et devant qui se dressent plusieurs armées en furie, renforcées de djihadistes, dans une inégalité numérique effroyable. Entendez les pleurs de ce peuple tout entier, en Arménie comme en Diaspora, qui frappe à la porte du pays des droits de l'homme et demande justice, sécurité et vérité. Qui a subi un génocide, et qui constate avec horreur que le génocide est en train de se poursuivre cent ans plus tard, selon les mêmes modalités diplomatiques, tergiversations et désinformation généralisée.

L'attitude inacceptable du Président Erdogan à votre égard, qui nous indignent au plus haut point, ne fait que montrer un mécanisme classique : lorsque le criminel nie sa propre histoire, il s'enhardit toujours davantage sur la voie du crime. Plus rien n'arrête celui à qui on n'a pas mis les limites indispensables ; et sans réaction appropriée, concernant à la fois le présent et ce passé qui a permis qu'aujourd'hui que ces limites soient dépassées, le pire est à craindre pour tous... Comme ce fut le cas en Europe sous la poussée nazie dans les années 1930.

Face à cette montée de barbarie, soyez au contraire, nous vous le demandons instamment, le président de la paix et de la vérité, qui contribuerait à projeter toute la lumière nécessaire de la civilisation, sur l'horreur qui cherche à opérer dans l'ombre. Contribuez à mettre ces limites, en portant la question de l'indépendance du Haut-Karabagh devant les instances européennes et mondiales, comme seule garantie de la sécurité durable... pour la communauté humaine tout entière, proche d'un grave conflit ; en portant aussi devant la Cour pénale internationale la question de la reconnaissance *en actes* du génocide des Arméniens par la Turquie en 1915 et de sa continuation par la Turquie et l'Azerbaïdjan en 2020 ; avec toutes les sanctions, réparations et désarmements que cela implique pour les États qui commettent de tels actes (comme ce fut le cas pour l'Allemagne nazie en 1945) ; pour que les descendants des rescapés puissent aussi, en accord avec tous les droits fondamentaux, vivre sur leurs terres ancestrales. Ces cadres juridiques sécuritaires seront les seuls à même de fournir la possibilité d'un développement de cette civilisation si longtemps bouleversée par les invasions, guerres et génocides successifs. Et ce serait aussi un acte de justice envers les enfants turcs, qui ont le droit à la vérité sur leur histoire, afin qu'ils puissent dire « Plus jamais ça » et réparer le crime de leurs pères.

La Turquie et l'Azerbaïdjan n'ont jamais reçu la réponse adéquate à leurs actes. Et vous avez bien dû penser, à la mort atroce de M. Paty, que ce genre de meurtre rituel, isolé en soi, risque, en l'absence de mesures appropriées, et par la folie du fanatisme religieux, de s'étendre à l'ensemble des populations des pays pourtant défenseurs des droits de l'homme. Le seul rempart contre cette barbarie est d'agir en tenant compte des multiples avertissements qu'ont lancés les nations ayant subi un génocide ; elles nous rappellent que l'horreur d'un cas isolé (comme celui vécu en France) peut parfois se vivre à l'échelle d'une nation... Il s'agit à présent, hélas, d'une réalité palpable en Europe... Si nous sommes tous solidaires de M. Paty, ne le sommes-nous pas également – au-delà de la distance – de tous ces habitants pacifiques qui subissent aussi actuellement le fanatisme et meurent par milliers ?

Enfin, nous savons que de telles crises peuvent se résoudre par la simple bonne volonté des grandes puissances internationales. Daignez, s'il vous plaît, rappeler à Israël qu'il n'est pas possible pour une communauté d'hommes qui a connu un génocide, de livrer des armes à un pays génocidaire et négationniste. Qu'Israël, qui a voulu rappeler à l'humanité les questions de dignité et de droits de l'homme, et du droit à vivre en paix, ne peut à présent se compromettre aussi gravement, se rendant complice d'un crime contre l'humanité. Rappelez-le aux hommes d'État de ce pays, Monsieur le Président, afin qu'ils renoncent à ces actes, et décident d'œuvrer au contraire pour la paix.

Quant aux simples demandes de cessez-le-feu, manifestement elles n'empêchent pas les États criminels de mettre à feu et à sang un autre pays. De vraies mesures coercitives semblent indispensables. Les instances internationales en sont capables, et l'ont prouvé à d'autres occasions. Les paroles n'arrêtent plus les dictateurs.

Nous avons chacun une mission ; grande et délicate est celle de s'occuper d'une collectivité, d'un peuple, d'une grande famille humaine, comme un père d'élection à qui de multiples enfants sont confiés, de sorte qu'au soir de la vie (ne sachant le jour ni l'heure), nous puissions partir l'âme en paix, pour avoir accompli ce que nous avons à faire, du mieux que nous avons pu ; pour avoir cherché à amener la paix, l'unité et la justice sur terre ; afin que nous n'allions pas regretter d'avoir enterré nos talents, comme l'homme de la parabole.

Oui, c'est cette unité que nous cherchons, et j'ose aujourd'hui m'adresser à vous en ce sens, car vous savez bien que la véritable unité nationale et internationale passe par la reconnaissance pleine et entière de l'altérité, et par le dialogue authentique et fécond qui peut alors s'instaurer. Et quand nous parlons de justice, nous n'entendons évidemment pas la fausse justice qui achète le calme et laisse couvrir le mal ; mais la vraie justice, profonde et effective, celle pour laquelle vous avez déjà su prendre la parole, celle qui attend vos actions pour les faire vraiment entrer dans l'histoire de l'accomplissement humain.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Président, l'expression de ma plus haute considération.

Stéphane CERMAKIAN

Professeur agrégé de lettres modernes

Docteur en littérature générale et comparée

Sous-diacre de l'Église apostolique arménienne